

## Données générales

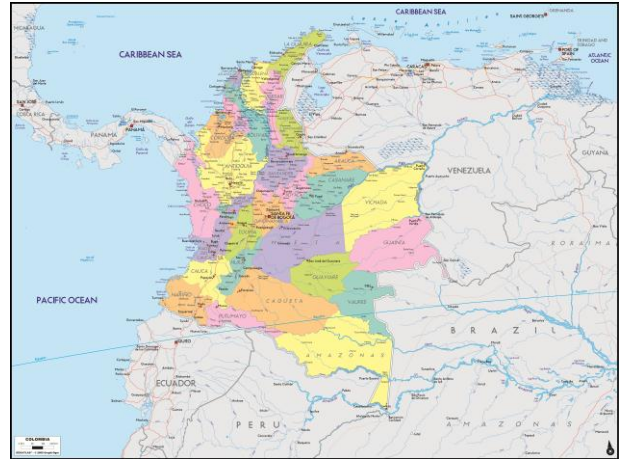
**Superficie** : 1 141 748 Km<sup>2</sup>

**Capitale** : Bogotá (8 M d'habitants)

**Monnaie** : Peso (COP)

**Langue** : Espagnol

**Population** : 46 M d'habitants



Source : «GEOATLAS.com ® 2009 © Graphi-Ogre

**Démographie** : L'âge moyen est de 29,5 ans. Le taux brut de natalité est de 18,8/1 000.

**Infrastructures** : Les infrastructures routières et ferroviaires sont peu développées en Colombie malgré la superficie du pays qui fait deux fois celle de la France. Le réseau routier est encore limité avec 180 000 kilomètres de voies dont seulement 15% est bitumé. Le réseau ferroviaire urbain et interurbain est presque inexistant. Pour les déplacements de longue distance, il faut privilégier la voie aérienne.

## Données politiques

### Une organisation politique dictée par une stricte séparation des pouvoirs

La Colombie s'est distinguée en Amérique Latine par la stabilité de son régime politique depuis son indépendance en 1810. La seule dictature militaire a duré 4 ans (1953-1957). La Constitution de 1886 n'a été réformée en profondeur qu'en 1991.

L'organisation politique a instauré un régime parlementaire représenté par un Congrès comprenant un Sénat de 102 membres et une Chambre des Représentants de 166 membres élus pour 4 ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République, élu pour 4 ans renouvelables. Le Président de la République cumule les fonctions de chef d'Etat, de chef du gouvernement et d'autorité administrative suprême. La fonction de Premier Ministre n'existe pas. L'actuel Président de la République est Juan Manuel SANTOS qui a pris ses fonctions le 7 août 2010.

Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour Suprême de Justice, la Cour Constitutionnelle et le Conseil d'Etat. Le pouvoir judiciaire est organisé sur le modèle français qui a évolué avec des éléments du régime américain.

Le pays est divisé en 23 départements et plus de 950 communes. Le Gouverneur (Gobernador) et le Maire (Alcalde), élus au suffrage universel pour un mandat de 4 ans, sont à la tête de leurs respectives juridictions.

## Ministres et administrations à vocation économique et commerciale (déc. 2012)

**Ministre des Finances et du Budget** : Mauricio Cardenas : <http://www.minhacienda.gov.co>

**Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme** : Sergio Díaz-Granados : <https://www.mincomercio.gov.co>

**Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** : Juan Camilo Restrepo : <http://www.minagricultura.gov.co>

**Ministre des Transports** : Cecilia Álvarez-Correa Glen : <http://www.mintransporte.gov.co>

**Ministre des Mines et de l'Énergie** : Federico Renjifo Vélez : <http://www.minminas.gov.co>

**Ministre des Technologies de l'Information et Communications** : Diego Molano Vega : <http://www.mintic.gov.co>

**Ministre de l'Environnement** : Juan Gabriel Uribe : <http://www.minambiente.gov.co>

**Agence Nationale des Infrastructures** : Luis Fernando Andrade Moreno : <http://www.inco.gov.co>

**Direction Nationale de Planification** : Mauricio Santamaria : <http://www.dnp.gov.co>

**Agence Nationale des Hydrocarbures** : Orlando Cabrales Segovia : <http://www.anh.gov.co>

**Direction Nationale des Impôts et des Douanes** : Juan Ricardo Ortega Lopez : <http://www.dian.gov.co>

**Direction Nationale des Statistiques** : Jorge Raúl Bustamante Roldán : <http://www.dane.gov.co>

## Données économiques en 2011

### Principaux indicateurs économiques par pays

Indicateurs	Pays
PIB	328 Mds USD
Déficit public en % du PIB	2,4%
Dette publique en % du PIB	21%
PIB par habitant	7 250 USD
Taux de croissance	5,9%
Taux d'inflation	3,2%
Taux de chômage	10,8%

Sources : DANE, BANCO DE LA REPUBLICA

### Une situation économique florissante et prometteuse

La Colombie connaît depuis plusieurs années une croissance économique soutenue qui a permis au pays de se hisser parmi les économies émergentes les plus attractives et prometteuses de la région. Mesurée sur la dernière décennie, la croissance colombienne a été en moyenne de 4,6%. En 2011, le taux de croissance a été de 5,9% et les prévisions pour 2012 tablent sur un rythme de croissance entre 4 et 4,5%. La croissance est stimulée par l'investissement et notamment celui en provenance de l'étranger ainsi que par la consommation domestique (+6,5% en 2011).

En 2011, l'investissement étranger (IDE) a atteint un niveau historique de 13 Mds USD, dont 65% s'est concentré sur les secteurs miniers et énergétiques. En 2012, l'IDE reste orienté à la hausse, profitant notamment du boom pétrolier. Les prévisions ciblent sur un montant d'IDE de 17 Mds USD. Par ailleurs, la consommation a enregistré une croissance de 5,8% par rapport à l'année précédente. Les prix, quant à eux, sont restés mesurés avec une inflation en 2011 de 3,7%, et des prévisions d'une inflation autour de 3% pour 2012.

Les principales incertitudes qui pèsent sur l'économie colombienne sont les prix des matières premières, l'impact de la situation économique mondiale, la capacité des autorités locales à réduire les inégalités sociales et le niveau d'informalité (55 % des emplois), à mettre en œuvre les investissements prévus dans le cadre du plan national d'infrastructures et à renforcer la productivité et compétitivité de l'économie. Enfin, la société colombienne et les acteurs économiques sont attentifs à l'évolution des conditions de sécurité intérieure et en particulier au déroulement des négociations de paix qui ont démarré à Oslo en octobre 2012.

## Situation financière assainie et avec des perspectives positives

La politique monétaire et financière des autorités colombiennes s'est caractérisée par une grande prudence qui a été saluée par le FMI, notamment à l'occasion de la visite réalisée par Mme Lagarde en décembre 2012. La Banque Centrale en particulier a conduit jusque-là une politique monétaire restreinte mais flexible (4,75% en novembre 2012) et à poursuivi une politique d'accumulation des réserves internationales (35,8 Mds USD en septembre 2012) et de consolidation de la dette. La dette externe s'élève désormais à 20,6% du PIB.

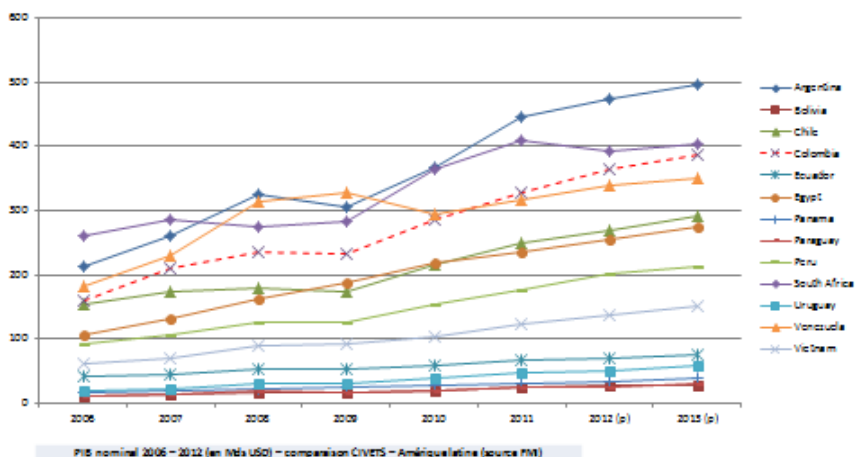
De son côté, le gouvernement du Président Santos mène une politique en faveur de la consolidation budgétaire fondée sur le principe de la soutenabilité budgétaire des dépenses publiques, la réforme du système des royalties et un encadrement plus strict des dépenses publiques. La réforme fiscale, adoptée en décembre 2012 par le Congrès, vise notamment à améliorer le recouvrement des impôts tout en cherchant à faire baisser la pression fiscale sur les sociétés et à diminuer le coût du travail.

La situation économique florissante, le potentiel du pays qui bénéficie d'énormes richesses naturelles ainsi que l'amélioration des finances publiques (qui restent toutefois déficitaires) ont conduit les principales agences de notation à octroyer en 2011 à la Colombie le « grade investissement ». Les observateurs de l'économie colombienne s'accordent pour affirmer que le pays est en condition pour faire face à des « chocs externes » en mettant en œuvre les stabilisateurs économiques et en faisant éventuellement appel à la ligne de crédit flexible d'un montant de 6 Mds USD accordée par le FMI.



## I. Situation économique de la Colombie

### ■ D'abord observer le chemin parcouru



## Une politique fiscale incitative pour les investissements

L'orientation libérale de la politique économique conduite par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la réforme de la constitution de 1991 se sont traduites par la mise en œuvre de mesures fiscales et douanières favorables à l'initiative privée. Sur le plan fiscal, la baisse du niveau d'imposition, l'application d'exonérations fiscales à certaines activités économiques comme le tourisme ont favorisé les investissements privés. Sur le plan douanier, la politique d'ouverture commerciale, engagée unilatéralement ou dans le cadre d'accords commerciaux, s'est traduite par des baisses successives de taxes douanières dont le taux moyen est actuellement de 8,3%. A titre de comparaison, ce taux moyen était de 12% en 2006 et il pourrait avoisiner les 6% après l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre échange notamment avec l'UE (prévus pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013).

La fiscalité colombienne reste cependant marquée par une grande complexité que la dernière réforme fiscale a commencé à corriger sans toutefois aller jusqu'aux ambitions initiales. Avec la réforme fiscale votée en décembre 2012, le Gouvernement a décidé de baisser la pression fiscale sur les sociétés (impôt sur les bénéfices 25%), simplifier certains impôts comme la TVA (3 taux de 0%, 5% et 16%), éliminer une série de niches fiscales dont certaines sont considérées très injustes, moderniser l'administration fiscale et lutter contre l'évasion fiscale.

Parmi les caractéristiques du régime fiscal colombien, on retiendra les éléments suivants :

- La Direction des Impôts et des Douanes Nationales (DIAN) assure l'administration des impôts nationaux, des taxes et des droits de douane.
- La retenue à la source de l'impôt sur les sociétés et les personnes physiques est la règle ;
- La structure fiscale intègre les impôts nationaux (impôt sur le revenu et les bénéfices, le patrimoine et transactions financières, la TVA, le droit de timbre) ; les impôts départementaux (les droits d'enregistrement (Impuesto de Registro) et les droits d'accises (Impuesto al Consumo) et impôts municipaux (la taxe sur l'industrie et le commerce (Impuesto de industria y comercio) et les impôts fonciers (Impuesto predial).
- L'évasion fiscale, liée en partie à l'ampleur du secteur informel de l'économie, reste encore importante.

## La Colombie, un pays de plus en plus intégré dans la communauté internationale et le commerce mondial

La Colombie est membre fondateur de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis le 30 avril 1995. Les examens de la politique commerciale de l'OMC reconnaissent les efforts réalisés ces dernières années par la Colombie pour ouvrir son marché, moderniser son système douanier et faciliter les démarches de dédouanement en créant par exemple un guichet unique ou un système d'analyse des risques pour réduire le temps des inspections. Toutefois, l'organisme multilatéral du commerce souligne l'existence d'obstacles non-tarifaires comme les licences non-automatiques pour l'importation de 188 produits.

La Colombie fait partie de la Communauté Andine des Nations (CAN), créée le 26 mai 1969 avec la Bolivie, le Pérou et le Chili (jusqu'en 1976), puis élargie au Venezuela en 1973 (jusqu'en 2008) et qui a longtemps été le projet d'intégration régionale le plus abouti en Amérique Latine. En 2011, la CAN comptait 101 millions d'habitants dont 73 % concentrés en milieu urbain. Le commerce intra-communautaire est assez dynamique. En 2011, il a représenté 9 Mds USD dont 73 % de produits manufacturés. Le retrait du Venezuela de la CAN en 2008 s'est traduit par une baisse de la part des ventes colombiennes vers le marché vénézuélien et a incité la Colombie à chercher d'autres débouchés à l'extérieur de la région andine. Dans cette stratégie, la Colombie a signé des accords commerciaux avec le Chili (2009), le Canada (2011), la Suisse (2011) et les États-Unis (2012) et a, par ailleurs, accéléré les négociations commerciales avec l'UE et une dizaine d'autres pays comme la Corée, Israël, la Turquie ....

La Colombie continue à faire partie d'autres accords commerciaux régionaux comme ceux signés avec le Mexique, héritage de l'accord G3 (Colombie, Mexique et Venezuela), le Chili et d'autres accords bilatéraux de complémentarité économique qui sont enregistrés auprès de l'ALADI (Association Latino-Américaine d'Intégration, composée de douze pays : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela, et Cuba depuis le 6 novembre 1998).

## Les opportunités commerciales dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'accord commercial préférentiel entre l'UE et la Colombie

L'Union Européenne d'une part et la Colombie et le Pérou d'autre part ont signé en mai 2010 un accord commercial préférentiel dont l'entrée en vigueur est envisagée pour le 1er semestre 2013. Cet accord prévoit une libéralisation tarifaire (à 100%) pour la quasi-totalité des produits industriels sur une période de 10 ans, et un accès au marché colombien amélioré pour les vins et spiritueux et les produits laitiers.

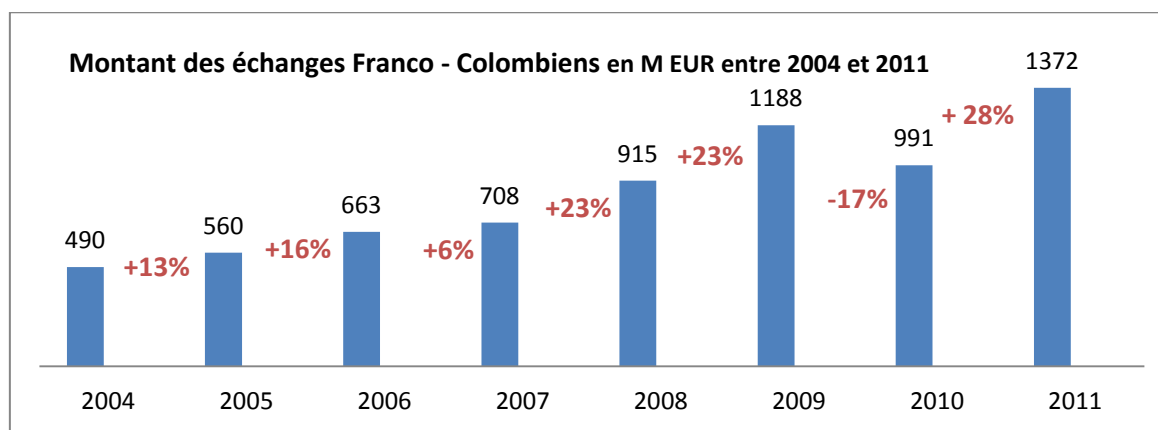
L'accord commercial prévoit un démantèlement douanier immédiat pour certains produits comme les vins et spiritueux ou sur une période allant de 4 à 11 ans avec des exceptions notamment pour les produits laitiers dont le délai de libéralisation des échanges est porté à 12 ans. Plus spécifiquement, la Colombie éliminera progressivement les droits de douane pour les biens industriels en provenance de l'UE, 65% à l'entrée en vigueur de l'accord, 20% de plus sur les 5 années suivantes, et le reste sur une période allant de 5 à 10 ans. Le démantèlement des droits de douane pour les véhicules automobiles se fera en 8 ans, avec une baisse progressive, de près de 5 points par an (aujourd'hui le tarif douanier est de 35%).

Parmi les secteurs porteurs pour l'offre française en Colombie on retiendra : les vins et spiritueux, l'agroalimentaire (produits laitiers, aliments transformés à base de viande, pâtes,...), les cosmétiques, les biens d'équipement industriels ainsi que les produits de luxe (confection, maroquinerie,...).

## Le Commerce extérieur de la Colombie reflète le dynamisme de la croissance économique

Importations en 2011 : 54,6 Mds USD

Exportations en 2011 : 56,9 Mds USD



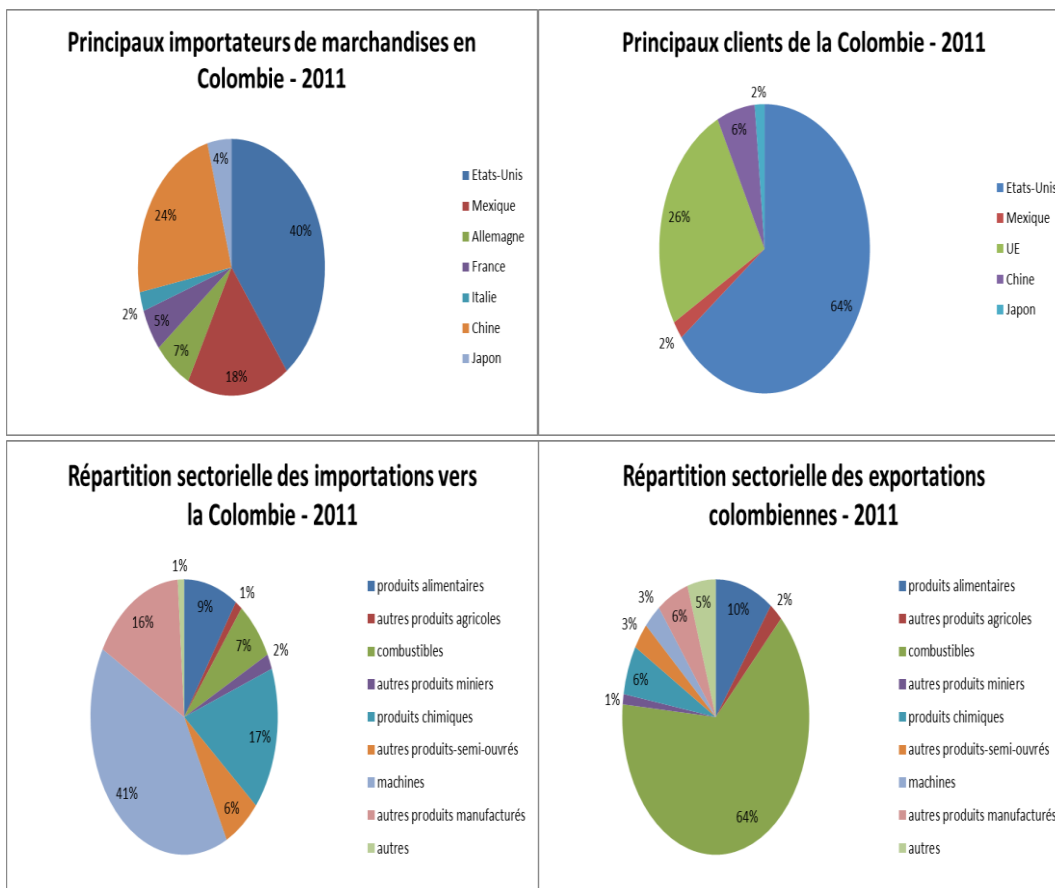
**Poids de la France dans les importations de la Colombie :** La France est le 7<sup>ème</sup> fournisseur de la Colombie avec une part de marché de 2,5%. En 2011, les exportations françaises vers la Colombie ont atteint 889 MEUR enregistrant un bond de 50% par rapport à 2010. Cette performance, obtenue grâce au secteur aéronautique avec notamment la livraison de 9 avions, a permis à la France de doubler l'excédent commercial qui est passé de 180 MEUR à 405 MEUR. Les exportations de biens de consommation (vêtements, parfums, cosmétiques, médicaments) ainsi que d'équipements mécaniques, électroniques, ont également enregistré une hausse significative, profitant du dynamisme de la demande interne. On compte actuellement 1541 entreprises françaises exportatrices vers la Colombie.

## Le commerce extérieur de la Colombie : à la recherche d'une diversification sectorielle et géographique

Le commerce extérieur de la Colombie continue, du point de vue géographique, à dépendre fortement des États-Unis et du point de vue sectoriel, des exportations de matières premières. Cette situation incite le gouvernement non seulement à chercher de nouveaux débouchés en négociant des accords commerciaux avec de nombreux pays étrangers mais également à développer et à soutenir les secteurs d'activité colombiens les plus porteurs à l'exportation.

En 2011, les importations colombiennes ont progressé de 34 % par rapport à l'année précédente et ont atteint un montant de 54,6 Mds USD. Ont connu une forte croissance : les importations de biens d'équipements (+ 43 %), les matières premières et biens intermédiaires (+ 32 %) et les biens de consommation (+ 26 %), reflétant la forte croissance de l'investissement (+ 14 %) et de la consommation interne (+ 6 %). Les principaux fournisseurs de la Colombie ont été les États-Unis (13,5 Mds USD), la Chine (8,1 Mds USD), le Mexique (6 Mds USD), le Brésil (2,7 Mds USD), l'Allemagne (2,2 Mds USD), l'Argentine (1,8 Md USD) et la France (1,7 Md USD).

Du côté des exportations, en 2011, les ventes colombiennes ont atteint 56,9 Mds USD représentant une forte augmentation par rapport à 2010 (+ 40 %). Les principaux produits exportés par la Colombie ont été : le pétrole et ses produits dérivés pour un montant de 28 Mds USD représentant 48 % du total, le charbon (8,3 Mds USD), l'or (2,7 Mds USD), le café (2,6 Mds USD), les fleurs (1,2 Md USD), le ferronickel (800 M USD), les bananes (800 M USD), le sucre (500 M USD) et les médicaments (300 M USD). Les principaux clients de la Colombie ont été en 2011 : les États-Unis avec un montant exporté de 21,7 Mds USD représentant une participation de 38 % du total, l'Union Européenne avec 8,8 Mds USD (15,6 %), le Chili avec 2,2 Mds USD (3,9 %) et la Chine avec 1,9 Md USD (3,5 %).



Source : OMC

## Les secteurs porteurs (hors aéronautique et infrastructures)

LE TOP 5 DES SECTEURS PORTEURS		Part de marché de la France
1	Produits agricoles et agro-alimentaires	2,6 %
2	Produits pharmaceutiques et cosmétiques	8,7 %
3	Matériels ferroviaires urbains	0,5 %
4	Produits électroniques et mécanique	1,5 %
5	Produits chimiques	1,5 %

Source : Service Economique/Ubifrance

### Infrastructures, produits et services

En matière d'infrastructures, malgré les efforts déjà entrepris ces dernières années, la Colombie enregistre des retards flagrants, notamment dans les domaines routiers, autoroutiers et ferroviaires. Le manque d'infrastructures modernes coûterait au pays 2 points de croissance par an et entamerait fortement la compétitivité de l'économie. Pour cette raison, les autorités publiques aux niveaux national, régional et municipal proposent de rattraper ces retards en prévoyant un plan national d'investissements qui devrait porter le niveau d'investissement dans les infrastructures de 1 à 3 % du PIB d'ici 2014, voire 6% d'ici 2018.

### Le secteur énergétique : un potentiel important mais inexploité

**Les secteurs pétrolier et gazier :** dans le contexte actuel de croissance économique, le secteur pétrolier est devenu la locomotive de l'économie colombienne qui a capté en 2011 plus de la moitié des investissements étrangers, ceux-ci atteignant 13 Mds USD. Après une allocation, en 2010, de nouvelles zones de prospection (78 blocs attribués dont 68 en contrats E&P – exploration et production – et 10 en évaluation technique des sols), l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH) a organisé en 2012 une nouvelle allocation qui a concerné 109 blocs pétroliers (30 blocs matures, 34 blocs de nouvelles prospections et 45 contrats d'évaluation technique). Les opportunités dans ce secteur clé de l'économie se trouvent aussi bien dans la fourniture de biens que de services notamment sur les aspects environnementaux. Elles peuvent concerner à la fois l'exploration, la production, voire le transport de gaz et pétrole. Ecopetrol, entreprise publique, possède et exploite par ailleurs, en association avec des sociétés du secteur privé, un réseau primaire d'oléoducs qui relie les champs pétrolifères aux raffineries, aux grandes villes et aux installations d'exportation. Cette infrastructure de transport s'étend sur 8 500 kilomètres et utilise 60 % de sa capacité opérative.

**Le secteur minier :** depuis le boom des explorations minières de 2001, l'Amérique Latine est la zone la plus dynamique et la plus attractive pour les investissements étrangers avec près de 30 % des flux totaux. La Colombie attire les investissements parce qu'elle possède de nombreuses ressources encore inexploitées d'une part, et d'autre part, parcequ' elle assure une certaine stabilité économique, juridique et politique qui sont aujourd'hui reconnues.

L'exploitation du secteur minier colombien n'est pas encore comparable à la dynamique et à la croissance soutenue de ce secteur au Chili, au Brésil ou encore au Pérou. Cependant, grâce à sa position géographique privilégiée du point de vue géotechnique, la Colombie bénéficie de 2 systèmes géologiques différents (système de Guyane et système andin) qui sont une source importante de gisements de métaux précieux et industriels et qui lui confèrent un avantage compétitif certain face à ses voisins. Le gouvernement donne donc une priorité à ce secteur et compte en faire l'un des secteurs les plus attractifs et rentables à l'horizon de 2019. En 2005, le gouvernement a adopté le décret 4743 permettant d'importer des machines adaptées au secteur minier en exonération de droits de douane. L'investissement dans le secteur minier est passé de 600 M USD en 2005 à 4,5 Mds USD en 2011.

**Les secteurs de la chimie :** le secteur chimique (industries chimiques de base, chimie fine, parachimie, industries du plastique et du caoutchouc) est la deuxième activité industrielle du pays et représente 19 % du PIB industriel colombien. Fortement diversifiée, la production chimique colombienne est marquée par la prédominance de la chimie fine et de la parachimie qui assurent près de 50 % de l'activité du secteur, suivies des industries chimiques de base et de la plasturgie, l'industrie du caoutchouc demeurant pour sa part marginale. Parmi les multinationales présentes en Colombie figurent Dow Chemical, DuPont, Bayer, Shell, Aventis, Roche, Degussa, Basf, Texaco et Pfizer.

**L'emballage :** l'industrie colombienne de l'emballage et du conditionnement représente 1 % du PIB national et affiche une croissance soutenue depuis plusieurs années. Depuis 2001, les statistiques des industriels du secteur (il n'existe pas de données officielles du fait de l'absence d'association ou de syndicat dans ce domaine) font apparaître un accroissement de la production d'environ 7 % par an. Les deux segments les plus porteurs et dynamiques du secteur sont le plastique et les matériaux flexibles.

**Le secteur agricole :** le secteur agricole représente 8,5% du PIB. Parmi les grandes filières agricoles colombiennes, on retiendra le **secteur de l'élevage**, et tout particulièrement la filière bovine qui représente plus de 50 % de la valeur générée par le secteur. 80 % du cheptel est commercialisé sous forme de **viande** et le reste est dédié à l'**industrie laitière** qui assure 85 % des approvisionnements en lait du pays. La production de viande représente 25 % de la valeur générée par le secteur de l'élevage. Les croisements réalisés reposent essentiellement sur la race Zébu, mais font aussi appel aux races Limousine, Blonde d'Aquitaine, Montbéliarde, Jersey et Simmental. Sont également importants le **secteur porcin**, qui représente environ 180 000 tonnes de viande, et la **filière avicole** qui produit 930 000 tonnes de viande et 500 000 tonnes d'œufs.

La Colombie, internationalement reconnue comme étant le pays du café, conserve une culture du café importante, en particulier dans la zone centrale du pays. Celle-ci couvre environ 870 000 hectares et représente 20 % de la surface totale cultivée. Le café représente environ 7 % du total des exportations colombiennes mais le pays doit faire face à la concurrence internationale du Brésil, qui reste le 1er producteur, et d'autres pays comme le Vietnam qui lui dispute la 2<sup>ème</sup> place. La Colombie est également productrice de **fruits et légumes**, notamment de bananes (3e producteur en Amérique Latine après l'Équateur et le Costa Rica). Le pays est, par ailleurs, le 2ème exportateur mondial de **fleurs coupées** après les Pays-Bas. La Colombie reste également un acteur important de la production de **cacao** et de **sucre**. Dans ces secteurs productifs, les entreprises françaises peuvent avoir des opportunités pour les produits et les services liés à la valorisation et à la transformation de la production, au conditionnement et au transport.

**Le secteur agroalimentaire :** le développement de l'industrie agroalimentaire s'inscrit dans une stratégie nationale, pour ainsi exporter des produits avec une plus forte valeur ajoutée notamment vers les débouchés qui s'ouvrent dans le cadre des nouveaux accords commerciaux. La production agroalimentaire connaît un démarrage important depuis le milieu des années 2000. Les secteurs les plus porteurs sont ceux de la filière viande et laitière. La production de **viande** représente 7 % de la production alimentaire colombienne. On peut constater un retard technologique du secteur qui entraîne parfois le non-respect des normes sanitaires, sociales et environnementales, et affecte ainsi la compétitivité du secteur. Dans la **filière laitière**, la hausse de la production a été remarquable ces 10 dernières années. Aujourd'hui, le secteur laitier représente toujours 3,5 % du PIB national et reste *leader* des pays de la CAN et du Venezuela, grâce à des investissements de grands groupes comme Danone, qui, avec un associé local (Alquería) contribuent à développer ce secteur important pour le pays. Que ce soit en amont (génétique bovine) ou en aval (savoir-faire pour la transformation), les entreprises françaises devraient pouvoir se positionner sur ce secteur prometteur et très concurrentiel.

**Parfumerie et cosmétiques :** Quatrième marché du continent latino-américain après celui du Mexique, du Brésil et de l'Argentine, le marché colombien de la parfumerie, des cosmétiques et de l'hygiène corporelle enregistre une croissance annuelle de 10 % avec une production qui a atteint 3 M USD en 2011. Il participe à hauteur de 4 % à la production industrielle et emploie entre 500 000 et 700 000 personnes. La demande, notamment en produits de beauté, est à la fois sélective et populaire. En effet, les consommateurs au pouvoir d'achat élevé représentent 6 % de la population totale alors que 45 % des consommateurs appartiennent à la classe moyenne, les 49 % restants disposent d'un faible pouvoir d'achat (le salaire minimum est de 566 700 COP/mois, soit environ 239 USD en novembre 2012).



**Pharmacie :** L'industrie pharmaceutique participe à hauteur de 3 % à la production industrielle du pays et emploie 17 300 personnes soit 3,6 % des emplois industriels. Elle compte plus de 213 laboratoires dont 35 étrangers (notamment Abbot, Baxter, Schering Plough, Bristol Myers, Squibb, Rhône-Poulenc, Hoechst, BioMérieux, Sanofi-Synthelabo, Aventis, etc). En valeur, ce marché se répartit entre les entreprises nationales et multinationales respectivement à hauteur de 36 % et de 64 %. Le marché de la pharmacie se caractérise par la forte présence des médicaments génériques et les produits pharmaceutiques colombiens sont très compétitifs sur les marchés étrangers.

**La filière textile habillement :** l'industrie du textile et de la confection est l'un des principaux secteurs générateurs de devises du pays après ceux du café, des fleurs et du sucre. Avec des exportations de l'ordre de 1 Md USD et plus de 100 000 emplois directs, l'industrie du textile et de la confection est l'une des plus significatives du pays. Elle représente 3 % du PIB (60 % en tissus et 40 % en articles de confection) et environ 22 % de l'emploi. Après des années difficiles, le secteur textile semble avoir retrouvé une meilleure dynamique. Les professionnels s'organisent pour augmenter la valeur ajoutée de la production locale, développer de nouveaux textiles et ainsi mieux affronter la concurrence étrangère.

**Le secteur de l'automobile :** représentant en 2011 plus de 6 % du PIB total de la Colombie, l'industrie automobile, qui emploie près de 20 % de la population active et génère 35 % des revenus fiscaux des municipalités, connaît une croissance importante. En 2011, les ventes ont enregistré une croissance de 5,5 % par rapport à l'année précédente. Le marché a écoulé plus de 350 000 véhicules, dont la majorité sont des véhicules particuliers. Avec 325 000 véhicules vendus et un chiffre d'affaires de plus de 5,5 Mds USD, Colmotores est le *leader* du marché suivi par Renault-Sofasa (760 millions de dollars) et CCA (413 millions de dollars). On compte en Colombie près de 200 distributeurs et concessionnaires qui se fournissent auprès des trois assembleurs locaux ou des réseaux d'importateurs. Les 5 principales marques de véhicules en Colombie (en chiffres de vente) sont Chevrolet (avec 37,6 % de part de marché), Renault (14 %), Hyundai (10,6 %), Mazda (5,4 %) et Toyota (4,6 %).

Les projets d'investissement des autres grands concessionnaires comme GM et Daimler, qui souhaitent assembler en Colombie, devraient se traduire par des opportunités d'affaires pour les fournisseurs d'ensembles et de pièces détachées. Ceux-ci devraient également tirer profit de l'entrée en vigueur des accords commerciaux signés avec les États-Unis et l'UE ainsi que des accords signés par la Colombie avec ses voisins pour obtenir des quotas d'exportation notamment vers le Mexique.

Le marché des pièces détachées et de rechange se répartit entre 45 % de produits importés et 55 % de produits nationaux. L'industrie de pièces détachées colombiennes se caractérise essentiellement par la bonne qualité et la grande diversité de ses produits (câbles, moteurs, ceintures de sécurité, systèmes de suspension, amortisseurs, freins, vitrages...) mais aussi par un travail effectué dans les délais et par des volumes de production encore assez limités.

## Les investissements français en Colombie : une présence forte et diversifiée

La présence de la France en Colombie est assez ancienne. Elle s'est renforcée ces dernières années avec l'ouverture du pays aux investissements étrangers et avec la croissance de l'économie colombienne qui a été l'une des plus dynamiques de la zone sud-américaine. Par ailleurs, les entreprises sont sensibles à la taille du marché, la localisation géographique du pays ainsi qu'aux efforts accomplis par les gouvernements successifs pour assurer une sécurité et une stabilité juridique satisfaisante.

En termes d'IDE, la France occupe une place importante et se positionne parmi les cinq premiers investisseurs en Colombie (plus d'une centaine de filiales représentant un chiffre d'affaires d'environ 10 Mds USD) et comme le 1<sup>er</sup> employeur étranger (plus de 50 000 emplois directs, 150 000 emplois indirects). Sa présence est très diversifiée (grande distribution, hôtellerie, services, etc.) sans oublier de nombreux sites industriels.

En dépit du désengagement de Carrefour en novembre 2012, la France conserve une place importante parmi les investisseurs étrangers présents en Colombie. L'attractivité croissante de l'économie colombienne attire massivement

les investissements. En 2011, le montant des IDE a atteint 13 Mds USD dont 65% se sont concentrés sur le secteur minier et pétrolier. En 2012, les premières estimations tablent sur une progression importante de l'IDE qui pourrait atteindre 15 Mds USD. Le potentiel économique du pays, en particulier dans le secteur primaire, le dynamisme de la consommation interne, l'élargissement de la base de la classe moyenne et les perspectives d'une paix fragile mais durable devraient permettre à la Colombie d'attirer de nouveaux investissements étrangers.

## Environnement des affaires et conseils pratiques

### Les pratiques commerciales du pays

**Modes de règlement :** en Colombie les transactions se font en pesos colombiens (COP). La majorité des paiements liés à des dépenses courantes se réalise encore en espèces. Seulement 1 % de ces paiements se réalise avec une carte de crédit ou de débit. En revanche, en ce qui concerne les transactions commerciales liées au commerce extérieur, la monnaie privilégiée est le dollar américain, mais l'usage d'autres devises internationales n'est pas rare (euro, yen, franc suisse, dollar canadien...).

En général, les paiements s'effectuent dans un délai moyen de 180 jours après la date d'embarquement de la marchandise. Le moyen de paiement qui présente le meilleur rapport qualité/prix est le virement SWIFT anticipé ou à l'arrivée, avec ou sans délais, mais il n'est utilisé qu'entre deux partenaires ayant établi une grande confiance réciproque. La deuxième option, un peu plus chère mais sûre (1 % à 1,2 % du montant) reste la lettre de crédit ou crédit documentaire irrévocable et confirmé. Cet instrument permet de minimiser les risques de l'opération puisque la banque exigera le respect des conditions fixées lors de la négociation pour procéder au paiement. Le bon déroulement des opérations de crédit documentaire repose sur le respect des « règles et usages uniformes relatives aux crédits documentaires » (RUU) émises par la Chambre de Commerce Internationale de Paris.

Il est également possible de recourir à la remise documentaire (DRAFT) en cas de confiance relative entre partenaires. Les paiements s'effectuent par l'intermédiaire d'une banque commerciale qui demandera toujours les documents suivants : déclaration d'importation, copie du registre d'importation et facture proforma. Les documents originaux ne seront envoyés qu'une fois effectué le paiement des marchandises.

### La distribution en Colombie : une modernisation accélérée

Le secteur de la grande distribution en Colombie connaît actuellement un développement important. En effet, depuis la libéralisation de l'économie en 1991, le secteur de la distribution a connu de grandes mutations et les petits commerces traditionnels (tiendas) ont dû faire face à l'arrivée des circuits de distribution modernes tels que les supermarchés, les centres commerciaux, les magasins spécialisés et les hypermarchés. Les fusions et les alliances stratégiques avec des partenaires étrangers se sont multipliées ainsi que les rachats de parts d'actionnaires locaux. Les stratégies de baisse des coûts opérationnels et d'économies d'échelle introduites en Colombie se développent, et font du secteur de la distribution, l'un des plus dynamiques et innovants de l'économie nationale. 46 % des Colombiens réalisent leurs achats dans les grandes surfaces tandis que 54 % réalisent leurs achats sur les marchés traditionnels. En 2011, les trois principales sociétés du secteur, qui emploient plus de 50 000 personnes, ont réalisés un chiffre d'affaires d'environ 6,5 Mds USD.

La distribution spécialisée et la franchise sont encore peu développées en Colombie. En particulier, il existe des opportunités importantes dans les secteurs de l'univers de l'enfant, du sport, du bricolage, des fleurs, ...

## Les usages du pays

En arrivant en Colombie, dans le cadre d'une première approche du marché, le visiteur sera surpris par le dynamisme qui s'observe en particulier dans les grandes villes du pays comme Bogota et Medellin et par le bon accueil que les Colombiens réservent aux étrangers. Les hommes d'affaires en particulier sont plutôt formels, ponctuels et facilement accessibles. De manière générale, les hauts dirigeants sont ouverts à la culture française, voire souvent francophones.

**La politesse : une valeur partagée.** Les formes de politesse dans les relations interpersonnelles à tous les niveaux hiérarchiques sont importantes. L'utilisation des titres tels que Señor, Licenciado, Doctor ou Ingeniero est assez répandue.

Il faut prendre soin de ne pas commencer une discussion sans avoir au préalable échangé quelques généralités, pris longuement des nouvelles de votre interlocuteur et accepté de donner des vôtres. De ce fait les réunions peuvent se prolonger un peu mais c'est une marque d'intérêt et de confiance de la part de votre interlocuteur.

Une attention particulière doit être portée sur les aspects vestimentaires. À Bogotá, la cravate et le costume pour les hommes ou le tailleur pour les femmes, sont de rigueur. La tenue peut-être plus informelle dans les autres grandes villes du pays, en particulier dans celles situées sous des climats plus chauds. Toutefois, il est important de soigner les signes extérieurs.

## Règles de communication lors des contacts professionnels et personnels

**Le sens de l'organisation des Français est souvent apprécié et est une valeur de plus en plus partagée.** Généralement les Français sont réputés pour leur sens de la planification et de l'organisation. Cet aspect ne dérange pas les Colombiens tant que cela ne se traduit pas par une monopolisation de la parole ou par une attitude de donneurs de leçons. Il faut être à la hauteur de la réputation des Européens et être ponctuels lors des rendez-vous au bureau avec un client potentiel ou un associé.

**Les affaires c'est aussi laisser du temps au temps.** Les réunions, y compris d'affaires, débutent par une invitation à boire un petit café, un « tinto ». La politesse veut qu'on l'accepte ou qu'à défaut on demande un verre d'eau. L'attente du « tinto » donne souvent l'occasion à votre interlocuteur de parler du pays, de l'actualité, de la famille, des conditions du voyage et d'accueil dans le pays. Il est souvent recommandé de laisser éteints les portables pendant les réunions afin de porter toute l'attention sur les échanges qui sont souvent agréables.

**La langue de travail c'est l'espagnol mais le français est assez répandu.** En effet, les réunions se tiennent généralement en espagnol mais le français est fréquemment parlé surtout dans le milieu des affaires. Ainsi, les présentations doivent être dans la mesure du possible en espagnol si vous le maîtrisez bien. Il est aussi possible d'utiliser l'anglais mais les insuffisances ou les approximations linguistiques peuvent être frustrantes pour vous et pour votre interlocuteur, voire un sérieux handicap pour concrétiser des affaires. Jusqu'il y a peu de temps le français était obligatoire dans le cursus scolaire colombien aussi il se peut que votre interlocuteur soit francophone, voire francophile. S'il maîtrise bien la langue française, il sera heureux de pouvoir l'utiliser. Le cas échéant soyez indulgent.

## Les questions relatives à la sécurité

Les conditions de sécurité en Colombie et en particulier dans les grandes villes, se sont considérablement améliorées depuis le début des années 2000. Les Colombiens comme les étrangers peuvent aujourd'hui se déplacer plus librement en ville ou en dehors des zones urbaines pour faire des affaires ou du tourisme. Toutefois, les aspects liés à la sécurité ne doivent pas être négligés. Les principaux risques sont liés à la délinquance urbaine, à la guérilla et au trafic de stupéfiants. C'est pourquoi il convient de prendre connaissance des consignes de sécurité émises par les autorités françaises.

Le ministère des Affaires étrangères dispose d'une rubrique « Conseils aux voyageurs » sur son site internet. <http://www.ambafrance-co.org/Conseils-aux-voyageurs,2731>



Pour comprendre les spécificités commerciales de la Colombie et vous aider à faire les bons choix : de l'information très opérationnelle assortie de conseils précieux.

Commandez l'incontournable Guide des Affaires Colombie  
Prix : 50 €

Pour plus d'information : [bogota@ubifrance.fr](mailto:bogota@ubifrance.fr)

UBIFRANCE vous propose quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes d'UBIFRANCE.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : [www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)

#### © 2012 – Ubifrance

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

#### Clause de non-responsabilité :

Ubifrance ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Toutefois, Ubifrance ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

Prestation réalisée sous système de management de la performance certifiée BVC ISO 9001 : 2008

Auteur : Bureau Ubifrance de Bogota

Adresse : Carrera 11. N°93-12. 4ème étage

Près de l'Ambassade de France en Colombie

Email : [bogota@ubifrance.fr](mailto:bogota@ubifrance.fr)

Rédigée et revue par Olivier PRADET

Version originelle du : 27 décembre 2012